



Mission Permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies

INTERVENTION

DE

SON EXCELLENCE MONSIEUR ANTHONY LAURENT SAINT-CYR

PRÉSIDENT DU CONSEIL PRÉSIDENTIEL DE TRANSITION

DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

AU

DÉBAT GÉNÉRAL DE LA 80^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

New York, le 25 septembre 2025

Vérifier au prononcé

**Madame la Présidente de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire Général,
Excellences Mesdames, Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,
Mesdames Messieurs, les chefs de délégation,
Distingués Délégués,**

C'est avec **gravité et beaucoup d'espoir** que je porte la voix d'Haïti et les salutations d'un peuple **digne et résilient**, qui, malgré les épreuves, revendique, pour lui-même et pour l'humanité entière, trois promesses universelles : **le développement, le respect de la dignité humaine, et la paix**. LA PAIX, ... qui est **AUJOURD'HUI l'urgence absolue du peuple haïtien**.

Au nom de ce peuple, je vous adresse, Madame la Présidente, mes plus sincères félicitations pour votre élection à la tête de cette Assemblée.

J'exprime également **ma gratitude** au Secrétaire général António Guterres pour son **engagement indéfectible** en faveur de notre Organisation et son soutien **constant et multiforme** à la République d'Haïti.

Mesdames, Messieurs,

Le thème de cette session « ***Mieux ensemble : 80 ans et plus pour la paix, le développement et les droits de l'homme*** » honore l'œuvre remarquable accomplie au fil des décennies.

Il rappelle aussi l'impératif de **rester unis et résilients** face aux crises sans précédent qui menacent l'avenir de la planète, **la paix et la sécurité internationales**.

Aujourd'hui, la faim menace des millions de vies. Les conflits armés se multiplient et l'extrême pauvreté **s'intensifie**, provoquant des migrations forcées qui ébranlent la stabilité internationale, **et qui mettent à l'épreuve la solidarité** des nations.

À ces défis s'ajoutent les changements climatiques, la montée du terrorisme, les atrocités de masse, la criminalité transfrontalière, le recul des droits humains, la désinformation.

On ne peut fermer les yeux sur l'urgence de renforcer les systèmes de santé, d'assurer une transition énergétique **juste** et de promouvoir l'égalité de genre, l'inclusion des jeunes.

Ces enjeux appellent, **nous**, les leaders mondiaux, à assumer **notre responsabilité** de bâtir une Organisation des Nations Unies **mieux adaptée** aux défis d'aujourd'hui et aux espoirs de demain.

Nous devons veiller à ce que toutes nos actions, y compris les avancées technologiques comme l'intelligence artificielle, servent la paix, le développement et la dignité humaine !

Mesdames et Messieurs,

À seulement quatre heures de vol d'ici, se joue une **tragédie humaine. L'une des les plus graves de notre hémisphère.**

Chaque jour, des vies innocentes s'éteignent sous **les balles, le feu, la peur.**

Des quartiers entiers disparaissent,

forçant plus d'un million de personnes à l'exil intérieur et

réduisant à néant, souvenirs, investissements, infrastructures.

Des milliers d'enfants sont privés de leur droit **fondamental** à l'éducation ;

des milliers de jeunes sont condamnés au **désespoir.**

Des centaines de filles et de femmes violées, **portent à jamais,**

dans leur chair et dans leur âme, les stigmates de la violence.

Près de la moitié de la population est confrontée à une insécurité alimentaire **aiguë.**

Le système sanitaire s'effondre.

Les hôpitaux sont vandalisés, incendiés, ou contraints de **fermer leurs portes.**

Les médecins fuient.

Des vies sont **sacrifiées** faute de soins ;

même la prise en charge des personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose est **menacée.**

Voilà le visage d'Haïti aujourd'hui : un pays en guerre ;

Un Guernica contemporain ;

une tragédie humaine aux portes de l'Amérique ;

À seulement quatre heures de vol d'ici !

Il faut le dire : en Haïti, c'est une **guerre** qui se joue. Une guerre entre des criminels qui veulent imposer la violence comme ordre social et une population désarmée qui lutte pour préserver la dignité humaine et la liberté. **La riposte doit être ferme et résolue.**

Aujourd'hui, la communauté internationale **doit**, aux côtés d'Haïti, déployer les **grands moyens** : pas de demi-mesures, mais une action **forte, coordonnée et immédiate. LE SILENCE OU L'INACTION N'EST PAS UNE OPTION.**

Il faut agir vite : pour protéger des vies, rendre l'innocence à des enfants, offrir un avenir à des jeunes, et permettre à des citoyens et citoyennes de **décider** de leur avenir par les urnes.

Chaque minute perdue se traduit en vies humaines sacrifiées et en **recul** de la démocratie.

HAÏTI VEUT LA PAIX.

HAÏTI ATTEND LA PAIX.

HAÏTI A DROIT À LA PAIX.

Oui, Mesdames et Messieurs,

La paix est **aujourd'hui** le besoin le plus urgent du peuple haïtien. Elle est la raison d'être du combat sans relâche que mènent nos forces de l'ordre et la Mission multinationale d'appui à la Sécurité.

Beaucoup de policiers et soldats sont tombés dans la guerre contre les groupes criminels.

HOMMAGE à ces héros, haïtiens et kenyans, qui ont payé de leur vie leur **engagement** pour le rétablissement de la paix et de la sécurité en Haïti.

Aujourd'hui, des 2 500 initialement **REQUIS ET PROMIS**, il y a sur le terrain seulement un millier de membres de la mission multinationale. Leur bravoure, conjuguée à nos propres efforts, n'a pas réussi à contenir la crise sécuritaire. Pourtant, nous avons augmenté de 40 % le budget des forces de l'ordre, recruté de nouvelles promotions, renforcé nos effectifs, acquis du matériel et des équipements.

Nous **devons** nous rendre à l'évidence : Haïti se trouve à l'épicentre d'une menace régionale inédite. Des réseaux criminels puissants et lourdement armés, cherchent à déstabiliser le pays et à dominer les économies de tout notre espace commun.

La nouvelle ligne de front de ce combat se trouve, chez nous, en Haïti. Si nous échouons à les **affronter** sur notre sol, il sera illusoire de les contenir ailleurs dans la région.

C'est pourquoi nous devons afficher la **même détermination**, la **même fermeté** et la **même unité** que celles dont nous avons fait preuve dans la lutte contre le terrorisme.

Haïti ne peut, et ne pourra pas, relever seul un tel défi.

Aujourd'hui, il est impératif de mobiliser une force robuste, disposant d'un mandat clair et de moyens matériels, logistiques et financiers adéquats. En cette matière, les leçons de l'expérience de la MMAS et les recommandations des experts haïtiens doivent être mises à profit. Nous avons également besoin d'une coopération internationale **renforcée**, fondée sur le partage de renseignements et des **contrôles douaniers rigoureux**, afin de **stopper** le flux d'armes, de munitions, de drogues et de financements vers les gangs. La paix ne pourra être restaurée que si nos partenaires de la région veillent, par des **mesures concrètes**, à ce que leurs territoires ne servent plus de point de départ ou de transit à ces trafics.

Les approches qui n'ont pas porté de fruits hier **ne sauveront pas Haïti aujourd'hui**. Il est impératif d'écouter la voix du peuple haïtien, **d'oser des solutions nouvelles, fortes et adaptées** aux réalités du terrain.

En ce sens, nous souscrivons pleinement aux efforts engagés pour transformer la Mission multinationale d'appui à la sécurité. Nous appelons également à la solidarité de toute la communauté internationale, et plus particulièrement à **l'engagement des membres du Conseil de sécurité, pour un vote favorable à la résolution établissant une Force de suppression des gangs.**

C'est pourquoi, je veux exprimer, au nom du peuple haïtien, ma **profonde gratitude** aux États-Unis d'Amérique et au Panama pour cette initiative, dont la concrétisation, *marquera un tournant décisif dans la lutte contre l'insécurité qui étouffe notre Nation.*

J'adresse également mes remerciements à l'administration du Président Trump pour les efforts déployés afin d'apporter soutien et ressources dans notre lutte commune contre les gangs, **ces ennemis qui menacent à la fois Haïti et toute la région !**

AUJOURD'HUI, la complexité de la crise haïtienne **ne doit pas servir de prétexte** à des plaidoyers sans fin, à des négociations interminables ou à des blocages dictés par des considérations géopolitiques.

Chaque jour d'indécision profite aux groupes criminels.

L'urgence commande d'être proactifs,

de s'élever au-dessus des divisions pour agir ensemble,

au service des valeurs qui nous rassemblent : **la paix et la dignité humaine.**

Haïti accueillerait avec intérêt l'organisation d'une rencontre de haut niveau, afin d'aplanir les obstacles et d'avancer concrètement.

À cet effet, nous saluons les pays de la région qui ne cessent de nous apporter leur inestimable soutien, notamment à travers des déclarations au sein de diverses organisations régionales, telles que l'OEA et la CARICOM. Nous apprécions à leur juste valeur leurs démarches auprès des partenaires du Conseil de sécurité pour une **solution** à la crise sécuritaire en Haïti. Nous rendons également hommage à

tous les États qui, lors des crises passées, **se sont tenus à nos côtés**, et exprimons l'espoir de pouvoir compter à nouveau sur leur **engagement**.

ENSEMBLE, NOUS POUVONS ET NOUS DEVONS RESOUDRE CETTE CRISE QUI A DÉJÀ TROP DURÉ !

Douze millions d'hommes, de femmes et d'enfants **attendent** cet engagement.

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Présidentiel de Transition est né d'un consensus politique issu d'intenses négociations entre les forces vives de la Nation.

Ce Conseil, **dont** la mise en place a été appuyée par **d'importants partenaires internationaux** et facilitée par les éminentes personnalités de la **CARICOM**, dispose d'un agenda clair, au cœur duquel figure l'organisation d'élections libres et crédibles.

En dépit des multiples défis liés à la crise sécuritaire, le processus électoral pour lequel le CPT et le Gouvernement font preuve d'une **volonté politique réelle**, connaît des avancées **significatives**. Le Conseil électoral provisoire a déjà identifié plus de 85 % des centres de vote, mobilisé plus de 70 % du personnel électoral, et un financement national de 65 millions de dollars est garanti.

Le Conseil Présidentiel de Transition collabore **étroitement** avec la Mission multinationale d'appui à la sécurité, l'OEA, la CARICOM et le BINUH pour préparer des élections **libres, transparentes et inclusives**, reflétant la volonté souveraine **du peuple haïtien** et garantissant la participation pleine et effective des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap, et des groupes marginalisés.

Dans le souci de maintenir une cohabitation politique productive, des efforts **constants** sont entamés et se poursuivrons pour élargir le **dialogue** avec différents secteurs de la vie nationale, pour **renforcer** le consensus et **prévenir un vide** qui serait **fatal** à la démocratie et à la stabilité.

Le peuple haïtien doit pouvoir choisir ses dirigeants.

L'État veut organiser des élections crédibles.

Notre plus grand **obstacle** demeure le rétablissement de la **sécurité**.

L'appel urgent et solennel que nous venons, **une fois de plus**, de lancer pour résoudre la crise sécuritaire en Haïti ne doit pas rester **lettre morte**, ni se **perdre** dans des discours ou des promesses non tenues.

EN HAÏTI, LA PAIX NE PEUT PLUS ATTENDRE.

Mesdames et Messieurs,

La période transitoire ne permet pas d'engager toutes les grandes réformes structurelles dont le pays a besoin, mais la crise humanitaire actuelle doit être adressée. À ce jour, **l'État haïtien** a fourni 72 % de l'aide d'urgence destinée aux personnes déplacées internes et accompagne la relocalisation des familles. Nous

exprimons notre **profonde gratitude** aux partenaires internationaux mobilisés à nos côtés dans la réponse humanitaire, et accueillons avec un **vif intérêt** les initiatives porteuses de ceux qui, comme l'Association des États de la Caraïbe, choisissent de rejoindre cet élan.

Mais notre stratégie ne se limite pas seulement à l'assistance immédiate. Nous devons passer de **l'aide à l'investissement**. En ce sens, la volonté du Gouvernement est d'initier le développement de deux grands pôles économiques — **le Grand Nord et le Grand Sud** — autour de filières stratégiques telles que l'agro-industrie, le textile, l'énergie renouvelable, le tourisme et les services.

Haïti entend continuer à **compter sur ses partenaires clés** pour traverser cette **période difficile et relancer son économie**. Nous appelons à leur soutien, à travers la mise en place de **mécanismes concrets** — tels que le renouvellement de la loi HOPE/HELP ou le lancement de projets de rénovation urbaine — qui permettront de créer des emplois, de sortir durablement de l'impasse humanitaire et de réduire les pressions migratoires haïtiennes dans la région.

Mesdames et Messieurs,

2025 marque le **bicentenaire** de l'ordonnance imposant à Haïti le paiement d'une rançon pour la reconnaissance de son indépendance.

Notre voix **s'élève** pour réclamer **REPARATION**,
non pas dans un esprit de revanche ni d'acrimonie,
mais avec un souci de **justice** et de **vérité**.

Nous avons accueilli avec **satisfaction** la déclaration de la Présidence française qui reconnaît la nécessité d'ouvrir des espaces de dialogue et de vérité historique ainsi que la résolution du 5 juin 2025 de l'Assemblée nationale française reconnaissant **l'injustice** de cette **rançon**. Haïti a mis en place le Comité national de réparations et de restitution. Nous **demandons** que ces avancées soient suivies **d'actions concrètes**.

La France, patrie des droits de l'Homme, a aujourd'hui l'opportunité d'écrire une **nouvelle page** de son histoire avec Haïti, en honorant les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité qui nous **unissent**.

Mesdames et Messieurs,

Je me dois de **souligner** l'apport inestimable de la diaspora haïtienne à travers le monde, et le sort souvent difficile qui lui est réservé. Qu'ils vivent en Amérique, en Europe, en Afrique ou ailleurs, les millions d'Haïtiens à l'étranger, **contribuent** au **développement d'Haïti**.

Alors que nous traversons une crise multidimensionnelle, nous appelons à la patience et à la compréhension de nos **partenaires et amis**, afin que nos ressortissants soient toujours traités avec respect et dignité.

Derrière chaque migrant, il y a **un visage, une famille, une histoire... et une contribution au pays d'accueil**.

Haïti réaffirme son attachement au **dialogue** et à la **coopération bilatérale**, dans l'esprit du **bon voisinage** et du **respect mutuel**, afin d'identifier des solutions **équilibrées et durables** aux problèmes de l'île.

La circulation sûre et régulière des biens et des personnes, notamment par voie aérienne, est **essentielle** à un avenir partagé et à une prospérité commune.

Mesdames messieurs,

L'Haïti de demain **mérite** la paix et la prospérité : un avenir fondé sur un système judiciaire indépendant, une éducation universelle, des soins de santé accessibles à tous et une économie qui offre à chacun les mêmes chances de réussir.

Cet avenir exige également **RÉFORMES COURAGEUSES, JUSTICE INDÉPENDANTE ET FIN DE L'IMPUNITÉ.**

Nous avons, le 16 avril 2025, promulgué un décret instituant deux pôles judiciaires spécialisés.

Un pour la répression des crimes et délits financiers complexes et l'autre pour la répression des crimes de masse et des violences sexuelles. Nous **avançons** sur leur **effectivité.**

Nous sommes prêts à continuer sur cette voie. Ce n'est pas le moment d'éprouver ce sentiment de « Haiti fatigue ».

La communauté internationale n'a pas le droit de **détourner** le regard de la situation d'Haïti.

Face à l'ampleur de cette crise, le silence ne serait pas **neutralité** : il serait **complicité.**

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi de rendre hommage au peuple haïtien. Le représenter ici est **le plus grand honneur de ma vie.**

Au-delà de mes fonctions de Président du Conseil Présidentiel de Transition d'Haïti, Je suis un citoyen haïtien **authentique, engagé et profondément attaché à cette terre.** Une terre de liberté et de dignité. De courage, de talents.

Haïti n'est pas une nation de résignés. Nous sommes un grand peuple. Un peuple solidaire. Des femmes et des hommes qui se sont sacrifiés pour leur patrie et pour l'humanité.

Haïti **n'est pas** un territoire livré aux criminels armés, mais une nation debout, composée de familles dignes et résilientes, **qui,** chaque jour, malgré les **pires** épreuves, luttent pour un avenir meilleur.

Je rends hommage à mes compatriotes, qui sont, sans conteste, parmi les peuples les plus **résilients** de la terre. Ils méritent mieux. Leur **redonner espoir** est **ma seule mission.**

C'est pourquoi, en ce moment,

Je vous appelle à vous tenir aux **côtés** d'Haïti.

Nous devons bâtir la paix en Haïti.

Pour la Caraïbe.

Pour les Amériques.

Pour l'humanité entière.

Je vous remercie